



SUISSE
SOLIDAR



SOLIDAR SUISSE

Rating des communes 2023

RAPPORT Août 2023

Principaux résultats

Depuis 2011, le Rating des communes de Solidar Suisse évalue régulièrement la responsabilité globale des communes suisses en termes de durabilité des achats publics et de contribution en matière de coopération au développement. L'objectif est de sensibiliser les communes à la pertinence de pratiques d'achats durables et de responsabiliser le secteur public dans son rôle de consommateur responsable. Plusieurs nouveautés ont été intégrées au cinquième Rating de Solidar Suisse. Premièrement, dans le questionnaire adressé aux communes, des critères écologiques ont été ajoutés aux critères sur la dimension sociale de durabilité, pour évaluer leurs pratiques d'achats. Le questionnaire a été adressé à l'ensemble des communes de Suisse romande et de Suisse alémanique, sous une forme électronique. Les années précédentes, seules les communes de plus de 10 000 habitant·e·s avaient été contactées et complétaient un tableau Microsoft Excel. Pour finir, les donateur·ice·s et les sympathisant·e·s de Solidar Suisse ont pu, depuis le site internet de l'organisation, inviter leur commune de domicile à participer à l'évaluation.

En outre, l'entrée en vigueur de la révision de la loi fédérale sur les marchés publics (LMP) le 1^{er} janvier 2021 pose désormais une base juridique claire pour l'achat de produits et de services qui respectent des normes élevées en matière de développement durable. Pour la cinquième édition du Rating des communes, il s'agissait également de connaître les effets de cette nouvelle base juridique, notamment si elle encourageait les communes à élaborer et introduire de nouvelles directives sur les achats publics avec des critères durables.

Remerciements

Nous remercions, en particulier, la Fédération Vaudoise de coopération (FEDEVACO) et la Fédération Genevoise de coopération (FGC) pour avoir approuvé et soutenu notre démarche. Nous remercions également toutes les communes qui ont contribué au présent rapport en participant activement à notre évaluation.

Principales conclusions

- La tendance positive observée lors des précédentes éditions du Rating des communes de Solidar Suisse se poursuit : un nombre toujours plus important de communes et de villes développe leurs politiques d'achats et adopte des directives et des recommandations intégrant des critères sociaux et écologiques. Cependant, de manière générale, les communes et villes suisses pourraient et devraient s'impliquer davantage pour s'assurer que leurs achats de produits et de services respectent les normes du droit du travail et les droits humains. Pour l'ensemble de la Suisse romande et alémanique, seulement 20 communes sur les 97 évaluées parviennent à obtenir plus de la moitié des points possibles, soulignant ainsi la marge d'amélioration significative. Par ailleurs, la révision de la loi sur les marchés publics de 2021 ne s'est pas (encore) révélée être un catalyseur pour la mise en œuvre de pratiques d'achats plus durables, même si certains cantons, comme le canton de Vaud, ont dans ce cadre adapté leur droit des marchés publics.
- Les achats publics responsables et les contributions dans le domaine de la coopération au développement suscitent un engagement variable d'une commune à l'autre à travers le pays. Les grands centres urbains, notamment Zurich, Lausanne, Genève, Berne et Bâle, se distinguent par leurs politiques exemplaires en matière d'achats durables. Ces villes ont établi des directives contraignantes incluant des critères sociaux et écologiques, à la fois de manière globale et en fonction de catégories de produits spécifiques. Les communes situées proches des centres urbains ont également tendance à obtenir de bons résultats.
- Les communes romandes se sont distinguées par leur engagement et leur solidarité envers les projets de coopération au développement ou d'aide humanitaire. C'est particulièrement le cas des communes genevoises qui investissent au moins 0,58 % de leurs recettes fiscales en faveur des populations des pays à faible et moyen revenu. Ce taux est supérieur à celui de la Confédération, qui allouait en 2022, soit 0,56 % du revenu national brut (RNB) pour l'aide publique au développement (ADP).
- Finalement, pour la première fois, tous les cantons romands ont été représentés dans le cinquième Rating des communes de Solidar Suisse avec au moins deux communes. Bien qu'un potentiel d'amélioration persiste en matière d'achats durables et de contribution au développement, ces thématiques continuent de gagner du terrain et de s'imposer.

1 Introduction

Qu'il s'agisse de nouveaux uniformes, de vêtements de travail, de pavés pour la construction de routes ou d'ordinateurs pour l'administration – quand la Confédération, les cantons ou les communes achètent à l'étranger, cela implique parfois de graves violations des droits du travail et des droits humains. Heures supplémentaires excessives, salaires ne permettant pas de vivre, manque d'assurances sociales ou travail des enfants sont tout autant de conséquences d'achats qui ne tiennent pas compte de critères sociaux ou écologiques et s'orientent uniquement vers l'objectif de diminuer les coûts. Solidar Suisse est une organisation à but non lucratif qui s'engage depuis sa fondation pour des conditions de travail décentes et l'appui aux travailleur·euse·s dans le monde entier. En collaboration avec ses organisations locales partenaires et les personnes impliquées, l'organisation met par exemple en œuvre des projets concrets en Asie et en Europe du Sud-Est. Pour appuyer le travail décent, il est également important de sensibiliser les consommateur·ice·s en Suisse quant à leur influence sur les conditions de travail dans les pays à faible et moyen revenu.

Dans cette perspective, Solidar Suisse s'intéresse aux comportements des communes en matière d'achats publics et de contribution dans le domaine de la coopération au développement depuis 2011 et réalise en 2023 sa cinquième évaluation, à la suite des Ratings de 2011, 2013, 2016 et 2019. En effet, les pouvoirs publics en Suisse détiennent une grande responsabilité en matière d'achats responsables. Chaque année, la Confédération, les cantons ou les communes achètent à l'étranger des biens et des services pour environ 41 milliards de francs. Sur ce montant total, les communes représentent environ 16 milliards de francs. Un pouvoir d'achat considérable qui comporte une influence directe sur les chaînes de production mondiales. Dans ce contexte, la mise en œuvre de politiques d'achats responsables permet de participer à la réduction des atteintes sociales, environnementales et économiques des modes de consommation occidentaux sur les populations des pays à faible et moyen revenu.

Les pratiques d'achats durables sont par ailleurs un objectif reconnu par la Confédération suisse. Il en est fait mention non seulement dans la Constitution fédérale (développement durable), mais également dans la Stratégie pour le développement durable 2030 (consommation durable) ainsi que dans l'Agenda 2030¹, objectif 12.7 (pratiques d'achats durables). En outre, le 1^{er} janvier 2021, la révision de la loi fédérale sur les marchés publics est entrée en vigueur et pose une base juridique claire pour les achats responsables, ancrant la durabilité dans trois dimensions – sociale, écologique et économique. Le nouvel article 12.2 amène d'autres standards de travail internationaux, qui

¹ L'Agenda 2030 est un plan d'action mondial pour le développement durable adopté par tous les États membres des Nations Unies en septembre 2015. Il repose sur 17 Objectifs de Développement Durable (ODD).

vont au-delà des normes fondamentales de l'Organisation internationale du Travail (OIT). Le Rating des communes de Solidar Suisse, en analysant les pratiques d'achats des communes de Suisse et leur engagement en matière de coopération au développement, a pour objectif de sensibiliser et motiver les communes à améliorer leurs pratiques d'achats et à devenir des exemples de consommateur·ice·s responsables.

Cette année, dans sa cinquième édition du Rating des communes, Solidar Suisse présente les résultats des pratiques de 97 communes – 48 communes de Suisse romande et 49 communes en Suisse alémanique en matière d'achats durables et de coopération au développement.

2 Objectif du Rating des communes

La cinquième édition du Rating des communes 2023 se concentre sur les objectifs suivants :

- Sensibiliser les communes de Suisse à leur responsabilité globale en matière de leurs pratiques d'achats et de leur contribution à la coopération au développement en les invitant à participer à l'évaluation de Solidar Suisse, puis en les rendant conscientes de leurs propres résultats et de leur positionnement à l'échelle nationale. Les communes pourront alors être amenées à revoir leurs pratiques et à s'orienter vers des achats plus responsables, tout en réalisant l'importance de s'engager dans le domaine de la coopération au développement.
- Valoriser les actions des communes particulièrement exemplaires et favoriser les synergies entre communes.
- Observer les effets de la nouvelle base légale introduite en 2021 par la révision de la loi fédérale sur les marchés publics, notamment son rôle de catalyseur dans la promotion de pratiques d'achats plus durables.
- Assurer un suivi des progrès réalisés en tenant compte des précédentes évaluations de Solidar Suisse.

3 Méthodologie et principales adaptations

Par rapport aux précédents Rating, des modifications ont été apportées à l'évaluation afin d'améliorer sa pertinence et sa clarté. Les changements suivants ont été mis en place :

- Pour la première fois, au regard de la révision de la loi sur les marchés publics, des critères écologiques ont été intégrés dans le questionnaire. Les précédentes éditions du Rating se concentraient essentiellement sur des critères sociaux.
- La partie du questionnaire consacrée aux achats publics a par ailleurs gagné en importance : trois quarts des points ont été attribués à cette catégorie. L'objectif étant de renforcer l'analyse des pratiques d'achats et également de tenir compte des communes disposant de ressources limitées pour le renforcement des populations des pays à faible et moyen revenu. Le tiers restant des points est comptabilisé dans la deuxième partie consacrée aux contributions pour la coopération au développement. Le questionnaire comprenait un score maximal de 70 points.

Dans un objectif d'optimiser la saisie et de simplifier le traitement des résultats, le questionnaire pouvait pour la première fois être directement complété en ligne. Un outil de l'entreprise Survalyzer a été utilisé.

Finalement, contrairement aux précédentes éditions qui incluaient uniquement les communes de plus de 10 000 habitant·e·s, l'échantillon a été élargi à toutes les tailles de communes suisses. Ainsi, 2015 communes de Suisse alémanique et de Suisse romande ont été contactées. Les communes du canton du Tessin n'ont pas été invitées à participer à l'évaluation en raison du manque d'implantation et de ressources de Solidar Suisse dans cette région.

En conséquence, l'ensemble de ces changements doit être pris en compte dans la comparaison des résultats du cinquième Rating des communes par rapport aux données issues des années antérieures.

3.1 Contenu de l'évaluation et attribution des points

Le questionnaire couvrait les thèmes suivants :

- Existence de directives générales / instructions / recommandations pour des achats publics comprenant des critères contraignants en matière de durabilité sociale et écologique.
- Existence de directives générales / instructions / recommandations pour différentes catégories de produits, comprenant des critères contraignants en matière de durabilité sociale et écologique tels que : pierres naturelles, textiles, équipement de bureau et d'intérieur, télécommunications, papier, véhicules (nouveau), produits alimentaires, produits d'entretien (nouveau).
- Nouveau : autres labels (Cité de l'énergie, Villeverte Suisse, Fair Trade Town).
- Contributions aux projets de coopération au développement, ainsi que l'aide humanitaire.

Les points ont été distribués de la manière suivante : un total de 41 points a été attribué aux questions portant sur les directives concernant les achats publics, qu'elles soient générales ou sur des groupes de produits spécifiques. À chaque question, la commune pouvait indiquer des mesures contraignantes, soit des recommandations, qui incluaient des critères sociaux et/ou écologiques. L'application de directives contraignantes comprenant des critères écologiques et sociaux, correspondait à la note maximale. Les communes étaient également amenées à fournir une preuve écrite de recommandations ou de directives. En ce sens, Solidar Suisse souhaite encourager les communes à formaliser leurs efforts, afin de permettre aux personnes souhaitant acquérir des biens ou services de se référer à un cadre clair et commun, et d'autre part, d'assurer la pérennité de ces mesures dans le temps. La section sur l'organisation des achats durables comptabilisait un maximum de 13 points. Ceux-ci ont été accordés si la commune effectuait des contrôles de ses pratiques d'achats, si les employé·e·s bénéficiaient de formations régulières et si des décisions concernant des changements de pratiques étaient attendues. De plus, 8 points ont été alloués aux questions portant sur l'attribution d'un ou plusieurs labels.

Finalement, la dernière partie sur la coopération au développement comprenait 16 points. Parmi ceux-ci, un maximum de 11 points a été attribué lorsque le pourcentage des contributions à la coopération au développement ou à l'aide humanitaire, calculé en fonction des recettes fiscales, dépassait 1 %. Les questions restantes concernaient les critères de qualité de sélection d'un projet, ainsi que les instances décisionnelles en charge de cette sélection, et la communication publique de l'engagement envers les pays à faible et moyen revenu.

Obtention de labels²

Au cours de ces dernières années, un nombre croissant de communes ont acquis des labels pour certifier la durabilité sociale ou écologique de leurs communes, tels que « Cité de l'énergie », « Villeverte Suisse » ou « Fair Trade Town ». Pour suivre cette évolution, nous avons inclus dans le questionnaire une question spécifique relative aux labels, car nous supposons que ces derniers encouragent les communes à opter pour des pratiques responsables en matière d'achats publics, tout en leur permettant de montrer leur engagement en faveur du développement durable.

3.2 Portée et champ d'application du Rating des communes

Le Rating des communes met en lumière le niveau de sensibilisation des communes à la thématique des achats publics durables et mesure leur engagement à assumer leur responsabilité globale. Si l'évaluation donne des informations sur l'existence ou non de mesures durables, elles ne donnent aucune précision ni sur leur mise en œuvre, ni sur leur efficacité. Les résultats se basent sur les informations fournies par les communes. Ces dernières ont pu consulter les résultats obtenus avant publication du présent rapport et nous adresser leurs remarques et contestations. Aucune contestation majeure n'a été relevée.

² Dans la présente évaluation, nous nous concentrons sur les labels dont la portée englobe plusieurs aspects et non sur des labels se concentrant uniquement sur certaines catégories de produits.

3.3 Taux de réponses

À la suite de l'annonce, par e-mail, aux communes de la cinquième édition du Rating des communes, le questionnaire a été adressé fin mars à toutes les communes de Suisse romande et de Suisse alémanique, c'est-à-dire aux 2015 communes répertoriées. Les communes du Tessin n'ont pas été contactées en raison de l'absence de présence et de ressources de Solidar Suisse dans cette région. Il est possible que dans certains cas, la communication n'ait pas été réceptionnée (courriers indésirables) ou se soit trouvée noyée dans l'afflux d'e-mails adressés aux communes. Deux assistantes de campagne (en Suisse romande et en Suisse alémanique) ont alors effectué un suivi téléphonique auprès des communes après l'envoi durant les mois d'avril et de mai. Ce suivi téléphonique a également permis aux communes d'avoir accès à une interlocutrice directe capable de répondre à leurs questions ainsi que leurs demandes spécifiques et de bénéficier d'un accompagnement dans la saisie du questionnaire.

Cette année, une nouveauté a été introduite dans le processus de recrutement des communes, les sympathisant·e·s et donateur·ice·s de Solidar Suisse ont pu inviter leur commune de domicile à participer à l'évaluation en envoyant un e-mail généré directement via le site internet de l'organisation. Plusieurs communes ont dit avoir participé au questionnaire après avoir reçu ces demandes. Au total, 256 personnes ont sollicité leur commune.

Le questionnaire compte plus de 400 entrées, au final, 97 communes ont répondu à la totalité des questions et ont envoyé leur version. Une quinzaine de questionnaires ont été interrompus avant de commencer la deuxième partie dédiée aux contributions à la coopération au développement. Cette problématique a été relevée par les assistantes de campagne qui ont bien souvent multiplié les contacts avec différent·e·s interlocuteur·ice·s dans les communes. En effet, il semble que les compétences pour les achats publics et les attributions à la coopération au développement relèvent de services distincts et soient généralement gérées par des personnes différentes au sein de l'administration communale. Il est alors possible de formuler l'hypothèse suivante : si le questionnaire se concentrait uniquement sur les achats publics, le taux de participation des communes pourrait augmenter de manière significative.

Comme les années précédentes, et malgré un questionnaire en ligne simplifié, impliquer de nouvelles communes à participer au Rating est un défi. D'une part, les communes reçoivent un très grand nombre de demandes, d'autre part, il est parfois compliqué d'identifier clairement la personne responsable des achats publics à contacter. À l'interne des communes également, les responsabilités ne semblent pas toujours connues. Le Rating des communes amène alors une première pierre à l'édifice de la sensibilisation en amenant les communes à s'interroger sur leurs pratiques d'achats publics et sur leur gestion et communication interne.

4 Résultats du Rating des communes

Dans le cadre de notre évaluation, de nombreuses communes ont obtenu le même nombre de points et se trouvent donc à égalité. Pour garantir la pertinence de notre classement des communes et pour souligner leur position respective plutôt que se baser sur le nombre de points, nous avons opté pour la solution de retirer un rang après chaque égalité. Cette approche reflète notre intention première de mettre en avant la position relative des communes dans le classement. Ce dernier comprend ainsi 90 rangs, les sept dernières communes occupant toutes la 90^{ème} place sans aucun point.

Sur les 70 points possibles, la commune la mieux classée au niveau national, Zurich, obtient un total de 63 points. Lausanne suit de près avec 61 points. Seules 20 communes sur 97 obtiennent plus de la moitié des points, soit 35 points ou plus. 34 communes ont moins de 10 points, parmi elles 11 communes n'ont obtenu aucun point.

Dans l'ensemble, le potentiel d'amélioration reste très important. La majorité des communes n'a pas encore de stratégie pour garantir la durabilité de leurs achats publics. Dans le cas des communes qui obtiennent 20 points ou plus (40 communes), nous pouvons supposer qu'une première réflexion sur cette thématique a eu lieu. Ces communes disposent en partie de règles contraignantes générales comprenant des critères durables et / ou intègrent des critères écologiques ou sociaux pour certaines catégories de produits.

4.1 Une tendance positive qui se renforce

Malgré le grand potentiel d'amélioration, il faut souligner qu'un nombre toujours plus important de communes adopte des règles contraignantes pour des achats publics durables, incluant des critères sociaux et écologiques. Lors du Rating des communes 2019, 27 % des communes disposaient de directives ainsi que d'instructions générales et obligatoires sur les achats publics. En 2023, plus de 30 % des communes complètent ce point. Le nombre de communes comprenant des recommandations a augmenté de 17 % à 21 %. Cette augmentation constante doit être interprétée de manière positive, d'autant plus que cette édition a pris en compte pour la première fois les communes de moins de 10 000 habitant·e·s.

La ville de Fribourg s'est distingué des autres communes par son ascension très rapide : plutôt habituée aux fins de classement jusqu'en 2019, Fribourg a connu une amélioration spectaculaire de 30 % de son score, lui permettant de se hisser dans le Top 10 des communes romandes. La ville affirme vouloir s'améliorer continuellement en proposant de nouvelles pratiques et formations en matière d'achats responsables.

La loi révisée sur les marchés publics, entrée en vigueur en 2021, ne s'est pas avérée être un catalyseur pour l'intégration de critères sociaux et écologiques durables dans les directives d'achats publics, même si certains cantons comme Vaud et Fribourg ont adapté leurs lois sur les marchés publics dans le cadre de cette révision. En règle générale, le thème gagne en pertinence et en attrait. Ainsi, près de la moitié de la moitié des communes indiquent soit vouloir modifier leurs directives dans une année ou deux, soit sont en cours de révision.

4.2 Différences entre Suisse alémanique et Suisse romande

Proportionnellement, un plus grand nombre de communes romandes ont participé au questionnaire que de communes en Suisse alémanique. 48 des communes participantes sont situées en Suisse romande et 49 en Suisse alémanique. Une évolution notable est également observée, car pour la première fois, tous les cantons romands ont été représentés par au moins deux communes participantes ; en Suisse alémanique trois demi-cantons et huit cantons ont pris part à notre évaluation. En comparaison, en 2019, seulement 23 communes romandes avaient pris part au Rating des communes, majoritairement vaudoises et genevoises. Cette progression témoigne d'un intérêt croissant des communes romandes pour la durabilité.

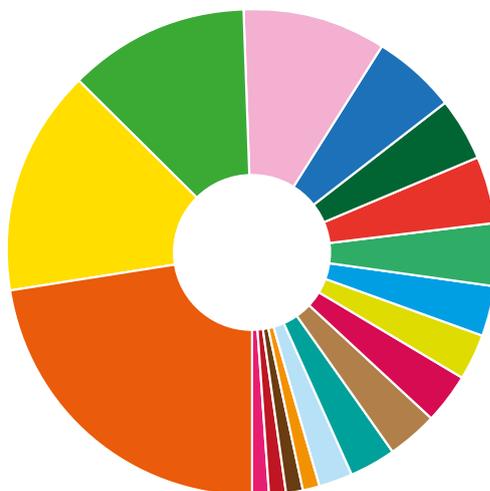
Le canton de Vaud enregistre le taux de participation le plus élevé, avec 21 communes ayant pris part au Rating. Ensuite, vient le canton de Berne, de Zurich et de Genève. Les communes de Suisse orientale et centrale sont, quant à elles, sous-représentées.

La proportion de petites, voire de très petites communes est plus haute en Suisse romande qu'en Suisse alémanique. En effet, parmi les communes comptant moins de 3 000 habitant·e·s, 63 % de notre échantillon sont des communes romandes, dont la moitié se trouve dans le canton de Vaud. S'il est difficile de donner une explication à cette différence, il est possible d'émettre l'hypothèse que les communes romandes sont déjà plus sensibilisées sur les thématiques liées à notre évaluation et souhaitent y prendre part malgré leurs moyens restreints et leur faible nombre d'habitant·e·s. Nous pouvons citer l'exemple de Mies, qui a communiqué vouloir développer un Plan d'énergie et climat communal (PECC) qui inclurait la durabilité écologique dans les achats publics.

Faisant face au manque de ressources, certaines communes ont opté pour des pratiques informelles et orales de durabilité, plutôt que des directives écrites et formelles, ce qui pourrait expliquer le décalage entre le nombre de points reçus au questionnaire et leurs intérêts pour cette thématique.

Il est également à noter qu'en Suisse romande, la présence de fédérations cantonales de coopération internationale, comme la Fédération genevoise de coopération (FGC) ou la Fédération vaudoise de coopération (FEDEVACO) renforcent la sensibilisation des communes aux thématiques de la durabilité et de l'engagement en matière de coopération au développement. De telles fédérations n'existent pas en Suisse alémanique.

Proportion de communes par canton



● Vaud 22.6 %	● Neuchâtel 4.3 %	● Thurgovie 3.2 %
● Berne 15 %	● Valais 4.3 %	● Bâle-Ville 2.2 %
● Zurich 11.8 %	● Argovie 3.2 %	● Nidwald 1.1 %
● Genève 9.7 %	● Bâle-Campagne 3.2 %	● Schwyz 1.1 %
● Fribourg 5.4 %	● Grisons 3.2 %	● Saint-Gall 1.1 %
● Lucerne 4.3 %	● Jura 3.2 %	● Zoug 1.1 %

5 Les 20 meilleures communes et ville

	Communes	Total		Communes	Total
1	Zurich (ZH)	63	-	Fribourg (FR)	47
2	Lausanne (VD)	61	12	Moutier (BE)	46
3	Illnau-Effretikon (ZH)	57	13	Rheinfelden (AG)	44
4	Berne (BE)	56	-	Arlesheim (BL)	44
5	Bâle-Ville (BS)	55	-	Renens (VD)	44
6	Meyrin (GE)	53	16	Köniz (BE)	40,5
7	Münsingen (BE)	50	-	Plan-les-Ouates (GE)	40,5
-	Montreux (VD)	50	18	Nyon (VD)	40
9	Carouge (GE)	48	19	Genève (GE)	38,5
10	Worb (BE)	47	20	Uster (ZH)	36

Zurich est en tête du classement, suivie de près par Lausanne. Les deux villes adoptent une approche très stratégique et agissent de manière exemplaire, tant en ce qui concerne les achats publics que pour les contributions à la coopération au développement.

L'analyse des données montre une corrélation entre la taille de la commune et le nombre de points obtenus. Aspect déjà présent les années précédentes, l'élargissement de l'échantillon aux communes de moins de 10 000 habitant·e·s a renforcé cet écart entre les communes comportant une population élevée ou plus faible.

Hormis quelques exceptions, les plus grandes villes dominent le haut du classement. Zurich et Lausanne se tiennent pratiquement à égalité en tête, avec deux points d'écart. Parmi les dix communes les mieux placées, la moitié a plus de 100 000 habitant·e·s. Dans le Top 20, seules Moutier (BE) et Arlesheim (BL) ont moins de 10 000 habitant·e·s.

De nombreuses communes bien positionnées se trouvent dans les zones géographiques proches des plus grandes villes, comme Zurich, Bâle, Berne, Genève ou Lausanne. C'est également le cas de Illnau-Effretikon (ZH), plus de 17 000 habitant·e·s, située à proximité de Zurich qui occupe le 3^{ème} rang et obtient le maximum de points en termes d'achats publics durables. De même, Worb, dans l'agglomération de Berne, obtient également le nombre de points maximum en matière de durabilité des achats publics. Par ailleurs, toutes les communes participantes du canton de Genève se positionnent au-dessus de la moyenne, notamment grâce à leurs contributions particulièrement élevée à la coopération au développement³. Cette concentration de communes bien classées dans les zones urbaines environnantes reflète probablement l'influence des grandes villes et la sensibilisation accrue aux enjeux de durabilité dans ces régions.

Il n'est pas surprenant de constater que les plus grandes villes se distinguent par la durabilité de leurs achats publics et occupent la tête du classement. Cela peut s'expliquer par plusieurs facteurs clés. Tout d'abord, leur volume d'achat étant plus important, elles disposent d'un plus grand pouvoir de marché. En outre, elles ont accès à plus de ressources pour traiter cette thématique en profondeur et ainsi mettre en place des mesures durables plus avancées.

La ville de Berne, consciente de son rôle exemplaire, soutient les communes avoisinantes. Marc Balsiger, Responsable du service des marchés publics de la ville de Berne, l'atteste : « Il est important pour nous de mettre nos connaissances et notre documentation à la disposition d'autres communes ». Solidar Suisse encourage ainsi les grandes villes à partager leurs bonnes pratiques, à favoriser une diffusion des connaissances et des approches efficaces, et ainsi renforcer la collaboration et la solidarité entre collectivités publiques de différentes tailles dans leur engagement commun envers des achats responsables et durables.

³ Dans certains cantons, dont les cantons de Vaud et de Genève, cet engagement est inscrit dans la Constitution.

5.1 Particularités régionales

Dans le présent Rating, il est possible d'observer des tendances pour certains cantons qui comptent de nombreuses communes aux résultats élevés. La section ci-dessous détaillera quelques particularités régionales qui soulignent la dynamique de l'engagement du canton en matière d'achats publics durables et de contributions en matière de coopération au développement.

Canton de Vaud

En termes de participation au Rating des communes de Solidar Suisse, le canton de Vaud s'arrogé la première place avec 23 communes, suivi par Berne avec 14 communes. La ville de Lausanne se trouve en deuxième position du classement national, à seulement deux points d'écart de la première place. La deuxième commune vaudoise, Montreux, décroche la 7^{ème} place du classement avec 50 points. Renens et Vevey obtiennent également de très bons résultats. Néanmoins, 10 communes vaudoises se situent au-dessous de la barre des 10 points. Cette situation s'explique principalement par leur taille modeste. En effet, la médiane du nombre d'habitant·e-s parmi ces 10 communes est de 827 habitant·e-s. Les petites communes du canton ont encore un grand potentiel d'amélioration.

Canton de Genève

Neuf communes genevoises ont participé au Rating des communes. En tête du classement, Meyrin, qui occupe la 6^{ème} place du classement général. La Ville de Carouge suit de près à la 9^{ème} place. Les communes genevoises se trouvent en tête lorsqu'il s'agit des contributions allouées à la coopération au développement. En effet, les neuf communes obtiennent toutes au-dessus de 6 sur les 11 points maximums ; elles consacrent ainsi au minimum 0.58% de leurs recettes fiscales à soutenir les populations des pays à faible et moyen revenu. Il est intéressant également de noter que les communes genevoises comptant peu d'habitant·e-s sont particulièrement bien classées, puisqu'elles sont toutes dans la première moitié du classement. Bardonnex, par exemple, 2 191 habitant·e-s, se place parmi les communes comptant plus de 10 000 habitant·e-s. Cette tendance s'observe chez plusieurs autres petites communes genevoises telles que Bellevue ou Puplinge. Cependant, la plupart de leurs points proviennent majoritairement de leurs contributions significatives à la coopération au développement. Les communes genevoises ont encore des efforts significatifs à fournir en matière de pratiques d'achats durables pour atteindre les premières places du classement du Rating.

Canton de Zurich

Onze communes zurichoises ont pris part au Rating des communes. Deux d'entre elles se situent dans les trois premières communes du classement : la ville de Zurich et Illnau-Effretikon. Les années précédentes, Zurich faisait déjà partie des meilleures communes et villes du Rating, notamment en occupant la 3^{ème} place en 2019. Cette année,

la ville se trouve en première position. Illnau-Effretikon se trouvait également dans le tiers supérieur du classement dans les évaluations antérieures, avec le même nombre de points que Zurich en matière d'achats publics durables. Ce n'est que dans le domaine des contributions aux projets de coopération au développement que la ville a été distancée par le premier du classement, bien qu'Illnau-Effretikon consacre environ 0,4 % de ses recettes fiscales à soutenir les pays à faible et moyen revenu. Les autres communes zurichoises comme Uster, Adliswil, Bülach, Wädenswil ou Küsnacht se trouvent dans la fourchette intermédiaire avec plus de trente points. Hagenbuch, Oberglatt, Weisslingen et Andelfingen, en revanche, se trouvent dans le tiers inférieur du classement.

Canton de Berne

Avec 14 communes, le canton de Berne est largement représenté dans l'évaluation. La ville de Berne a obtenu les meilleurs résultats et se trouve à la 4^{ème} place du classement général. Les communes situées à proximité de Berne obtiennent de très bons résultats. Parmi elles, Worb, Moutier⁴, Köniz, et Münsingen. Des communes comme Zollikofen et Zweisimmen rejoignent le milieu du classement. Les communes de plus petite taille commencent leurs réflexions en termes d'achats publics responsables et se situent dans le dernier tiers du classement. Berne fait partie des villes qui mettent à disposition leurs savoir-faire aux autres communes du canton. La ville contribue ainsi directement à la mise en place de pratiques d'achat durables.

Cantons de Bâle-Ville et Bâle-Campagne

Parmi les communes ayant participé au Rating, on retrouve principalement des communes situées dans les environs de Bâle-Ville, comme Riehen, Arlesheim, Pratteln et Frenkendorf. La ville de Bâle se positionne au 5^{ème} rang général. Par ailleurs, seule la commune d'Arlesheim se glisse au-dessus des 40 points, faisant ainsi partie de la minorité des communes à moins de 10 000 habitant·e·s à faire partie du Top 20.

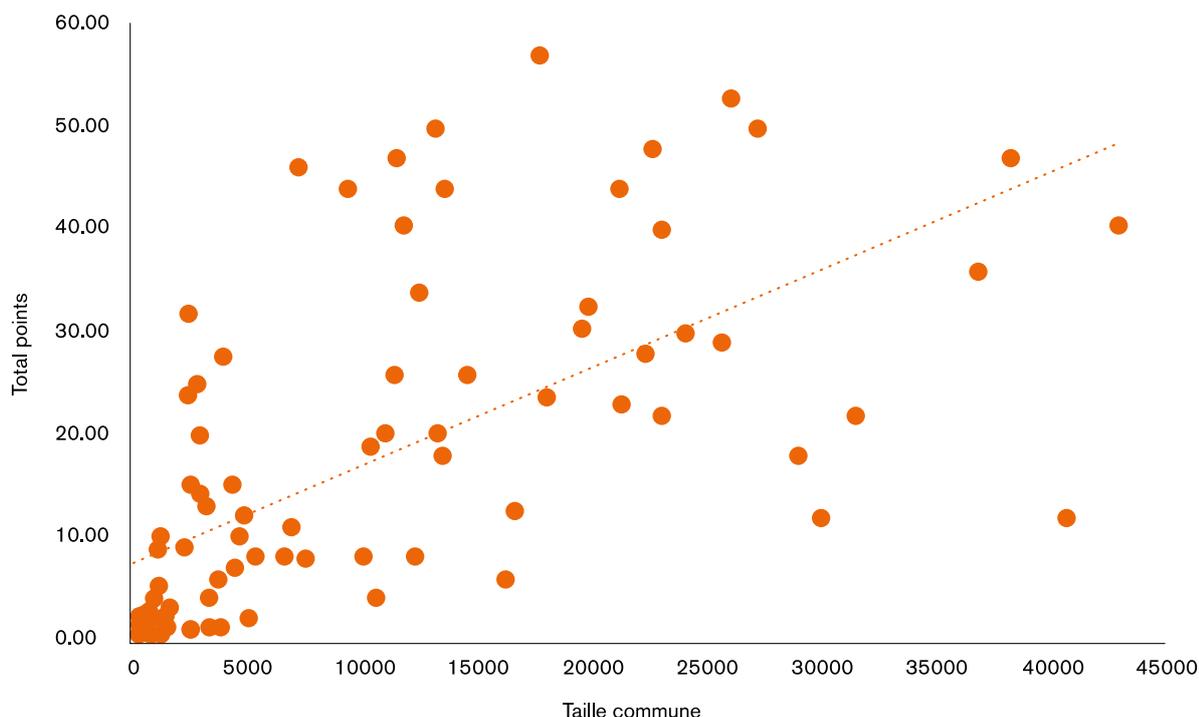
⁴

À la suite de la votation populaire du 28 mars 2021, Moutier rejoindra le canton du Jura le 1^{er} janvier 2026.

5.2 Les petites communes n'en sont qu'à leurs débuts

La grande majorité des communes comprenant moins de 3 000 habitant-e-s se trouvent à la fin du classement et ne dépassent que rarement la barre des quatre points.

Nombre de points en fonction de la taille de la commune



Les données extrêmes ont été retirées, soit les six communes entre 80 000 et 400 000 habitant-e-s.

Néanmoins, quelques petites communes sortent du lot : Bardonnex (GE), 2 500 habitant-e-s, obtient 32 points. La commune dispose de directives pour les achats publics et effectue une analyse des besoins sous forme de check-list. En outre, elle alloue 1 % de ses recettes fiscales brutes à la coopération au développement. Bellevue (GE) et Vionnaz (VS) agissent également à leur échelle de manière particulièrement exemplaire. Obtenant 27,5 points, Bellevue utilise comme recommandation générale pour les achats publics, le guide des achats responsables professionnels du canton de Genève. Quant à la commune de Vionnaz, elle met en place certaines recommandations pour quelques catégories de produits, tout en faisant preuve de solidarité envers les pays à faible et moyen revenu, et totalise 25 points.

Pour de nombreuses petites communes, le sujet semble encore très nouveau. Face à la complexité des législations sur les marchés publics en constante évolution, prendre en compte des critères de durabilité dans les achats peut s'avérer complexe. Lors des entretiens téléphoniques, certaines petites communes considéraient également ne pas disposer des ressources nécessaires à l'élaboration d'une stratégie. De plus, elles doutent que

leurs volumes d'achats puissent avoir un réel impact. Néanmoins, il existe des moyens pour que ces dernières puissent assumer leur responsabilité globale. L'une des possibilités est de se raccorder au service d'acquisition des plus grandes villes et de profiter des structures existantes afin de faciliter les procédures d'achats. De même, il est possible de commencer par des mesures simples, en établissant des directives pour une catégorie de produits. Pour aller plus loin, un document contenant une série de ressources et guides sur les achats publics est à disposition sur le site internet de Solidar Suisse à l'adresse suivante : solidar.ch/fr/themes/economie-durable/rating-des-communes/

Bien que les petites communes disposent d'un pouvoir de marché limité, elles peuvent avoir un impact significatif sur la durabilité et disposent d'un grand potentiel d'amélioration. Des évolutions seront probablement à observer dans ce domaine à l'avenir.

5.3 L'effet positif des labels « Cité de l'énergie » sur les achats publics

Le Rating des communes 2023 a interrogé pour la première fois les communes sur de potentielles affiliations à certains labels, tels que le label « Cité de l'énergie ».

Plus de la moitié des communes participantes ont un statut « Cité de l'énergie », trois autres sont dans le processus pour son obtention. Parmi celles-ci, 27 communes arborent le titre « Cité de l'énergie Gold », la plus haute distinction de ce label. Ces dernières se trouvent en grande majorité dans le milieu ou dans le tiers supérieur du classement. En effet, 13 des 20 meilleures communes disposent d'un statut « Gold ». À contrario, seules deux ont obtenu un score inférieur à 20 points.

Le label « Cité de l'énergie » met un vaste catalogue de mesures à la disposition des villes et des communes. Ces dernières décident ensuite elles-mêmes de ce qu'elles souhaitent mettre en œuvre. Pour obtenir la distinction, il faut atteindre le score minimal de 50 % sur la base d'une évaluation d'un catalogue comprenant 56 mesures. Pour le statut « Gold », il faudra parvenir à 75 % au minimum.

La révision du système d'approvisionnement fait également partie des mesures possibles du label. Pour cela, « Cité de l'énergie » met à disposition un guide sur les achats durables englobant des critères sociaux et écologiques. De nombreuses communes adoptent désormais des directives d'achats pour recevoir le statut le plus élevé. Laura Pfund, du bureau de l'association « Cité de l'énergie », n'est pas surprise par les résultats : « Les achats publics jouent un rôle important dans le cadre d'une politique énergétique cohérente, ce que les villes Gold mettent en place. Cela se reflète dans le classement. »

Il faut donc s'attendre à ce que la progression du label « Cité de l'énergie Gold », amène un nombre toujours plus important de villes et de communes à définir des pratiques d'achats plus durables. Certains labels semblent donc être un outil concret dans le cadre de la sensibilisation à des pratiques responsables. En comparaison, le nombre de communes ayant un label « Villeverte Suisse » ou « Fair Trade Town » est moindre. De plus, aucun lien en relation avec le classement du Rating n'a pas pu être démontré.

5.4 Les communes romandes plus solidaires des pays à faibles ou moyens revenus

Comme observé dans les Ratings précédents, les communes et les villes romandes ont tendance à allouer un montant plus élevé à la coopération au développement ainsi qu'à l'aide humanitaire. En effet, en tenant uniquement compte de la partie du questionnaire liée aux contributions humanitaires, 13 communes de Suisse romande se classent parmi le Top 20 des communes les plus généreuses. Parmi celles-ci, neuf communes sont situées dans le canton de Genève, dont quatre obtiennent le score maximal. Toutes les communes genevoises participantes dédient au moins 0,58 % ou davantage de leurs revenus à des projets de coopération au développement. En comparaison, en 2022, la contribution de la Confédération s'est élevée à 0,56%.

Le pourcentage plus élevé de contributions des communes genevoises et plus globalement romandes peut être dû au rôle que jouent les fédérations cantonales de coopération internationale, comme la Fédération genevoise de coopération (FGC)⁵ et la Fédération vaudoise de coopération (FEDEVACO), qui donnent des directives claires et assume un effort de coordination entre les communes et les organisations. En effet, quatre communes vaudoises disent se baser uniquement sur les critères de qualité proposés par la FEDEVACO pour soutenir un projet. Latitude 21, Fédération neuchâteloise de coopération au développement, a également été mentionnée par des communes du canton de Neuchâtel. Il est cependant difficile de mesurer l'impact des fédérations au sein des autres cantons romands au vu de la faible participation de leurs communes.

Mention spéciale aux 6 communes qui ont obtenu le maximum de points sur les montants alloués à la coopération au développement : Bardonnex, Bâle, Bellevue, Carouge, Chêne-Bougeries, et Zurich.

5.5 Améliorations globales des achats publics en vue

Un pourcentage significatif, soit 45% des communes, ont exprimé leur volonté de vouloir modifier leurs pratiques d'achats pour basculer vers plus de durabilité sociale et écologique. Parmi elles, certaines communes ont fait preuve d'une grande motivation.

La commune d'Ecublens (VD), 38^{ème} du classement, a notamment souligné son engagement en déclarant : « Le chemin est encore long (...). Toutefois, nous souhaitons davantage nous engager sur cette voie, raison pour laquelle nous allons mettre en place de nouvelles directives dans les prochaines années, ainsi que des outils à destination des

⁵ La FGC publie également tous les cinq ans les chiffres de la solidarité internationale dans le canton de Genève. La dernière évaluation date de 2020.

cheffes et chefs de projet **afin d'inclure une vraie culture de la durabilité dans les Services communaux.** » Elle a souligné dans son questionnaire vouloir reprendre ce sujet à partir de 2023 pour l'inclure dans ses politiques de durabilité, ainsi que les principes de durabilité forte ; en effet, le renforcement de sa politique d'achats responsables fait partie intégrante de son Plan climat. Elle projette notamment d'étendre les directives incluant des critères de durabilité sociale et écologique à davantage de domaines, tout en introduisant un suivi du respect de ces mesures.

Différentes approches sont également mises en place pour une amélioration continue. Meyrin (GE), par exemple, se concentre sur la formation aux achats responsables des collaborateur·ice·s de ses différents services.

De son côté, Montreux (VD) adopte une stratégie originale puisqu'un groupe de travail interdisciplinaire, formé d'un·e représentant·e de chaque service de l'administration et d'une délégation municipale travaille à mettre à jour les directives, ainsi que leur application.

Nous ne pouvons que féliciter ces communes, ainsi que toutes celles citées précédemment dans le rapport, pour leur engagement en faveur de la durabilité ainsi que les encourager à poursuivre dans cette voie prometteuse.

Top 10 romand

	Communes	Total		Communes	Total
1	Lausanne (VD)	61	6	Moutier (BE)	46
2	Meyrin (GE)	53	7	Renens (VD)	44
3	Montreux (VD)	50	8	Plan-les-Ouates (GE)	40,5
4	Carouge (GE)	48	9	Nyon (VD)	40
5	Fribourg (FR)	47	10	Genève (GE)	38,5

Les recommandations de Solidar Suisse

Sur la base des résultats de l'évaluation 2023, Solidar Suisse propose les recommandations suivantes pour encourager les communes suisses à améliorer leurs pratiques d'achats durables et leur contribution à la coopération au développement :

- **Renforcement des pratiques d'achats durables** : les communes élaborent des directives contraignantes qui intègrent des critères sociaux et écologiques pour tous les types de produits et services achetés. De nombreuses stratégies sont possibles, comme commencer par certaines catégories spécifiques de produits.
- **Partage des bonnes pratiques** : les communes ayant des politiques d'achats exemplaires communiquent et partagent leurs bonnes pratiques avec d'autres communes et autres collectivités, en particulier les plus petites communes qui sont au début de leurs réflexions.
- **Adhésion à des labels** : les communes contractent des labels qui leur permettent de disposer de stratégies claires dans la mise en place de pratiques d'achats durables.
- **Augmentation des contributions à la coopération au développement** : les communes allouent au moins 0,1% de leurs recettes fiscales brutes à des projets de coopération au développement ou d'aide humanitaire, en prenant exemple sur les communes de Genève. Dans certains cantons, comme Genève, Fribourg ou Vaud, elles peuvent prendre appui sur la constitution. En Suisse romande, les communes peuvent également rejoindre la fédération de coopération au développement⁶ de leur canton qui offre une expertise spécialisée et garantit la qualité des projets soutenus.
- **Communication publique et transparente des engagements** : les communes communiquent publiquement et de manière transparente sur leurs engagements, que ce soit pour valoriser les efforts accomplis, auprès du public, ainsi que pour mettre en avant les achats durables comme une norme indispensable.
- **Prendre appui sur la nouvelle législation des marchés publics** : la LMP constitue une base légale claire sur laquelle prendre appui pour changer ses comportements d'achats. Certains cantons ont montré l'exemple début 2023, comme le canton de Vaud avec la LMP-VD (Loi sur les Marchés Publics du canton de Vaud) ou le canton de Fribourg avec la LMP-FR (Loi sur les Marchés Publics du canton de Fribourg).

⁶ En Suisse, il existe des fédérations de coopération dans chaque canton latin. Les fédérations sont sept au total : dans le canton de Fribourg, la *Fédération fribourgeoise de coopération internationale*, dans le canton de Genève, la *Fédération genevoise de coopération*, dans le canton du Jura, la *Fédération interjurassienne de coopération et de développement*, dans le canton de Neuchâtel, *Latitude 21*, dans le canton du Tessin, *Federazione delle ONG della Svizzera italiana*, dans le canton du Valais, *Valais Solidaire* et dans le canton de Vaud, la *Fédération vaudoise de coopération*. Ces fédérations sont regroupées sous la bannière du *réseau des fédérations cantonales de coopération internationale de Suisse latine* (FEDERESO).